



Service Voirie – Mobilité - Propreté
Réf. : LSG/OM/2023/ 166

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT N°2023/ 166
INTERDISANT L'ARRÊT ET LE STATIONNEMENT
AU N°15 RUE SAINT-FLAIVE

Le Maire d'Ermont,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-1 et R. 2213-1,

Vu le Code de la route, et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8 et R. 417-11,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment son article L. 241-3,

Vu le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le décret n°2010-1581 du 16 décembre 2010 modifié portant modification de certaines dispositions relatives au stationnement,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

Vu l'arrêté municipal n°2021/118 en date du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature au 1^{er} Maire-Adjoint chargé de l'Attractivité du Territoire et du Cadre de Vie,

Considérant que le présent arrêté a pour objet le bon ordre et la sécurité publique ;

Considérant la nécessité d'interdire et de réglementer le stationnement au n°15 rue Saint-Flaive, pour sécuriser les manœuvres d'entrée et sortie des riverains ;

Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prendre toute mesure permettant de concilier liberté de circulation et sécurité des usagers de la voie publique et de ses conséquences ;

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement est interdit sur une emprise d'1 mètre de chaque côté de l'entrée charretière, au n°15 rue Saint-Flaive.

Article 2 : Tout autre véhicule se trouvant stationné sur ledit emplacement réservé est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière par les forces de l'ordre.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, il est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires horizontales et verticales.

Article 5 : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Ermont, le 14 mars 2023



Pour le Maire et par délégation,
Benoît BLANCHARD,

Adjoint au Maire
Délégué à l'Attractivité du Territoire
et du Cadre de Vie

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT
Publié le 15.03.2023